

Parti libanais de l'environnement

▪ Introduction

L'idée de fonder un parti de l'environnement au Liban s'est imposée en raison d'un grand nombre de facteurs qui caractérisent la scène libanaise de nos jours. D'une part, il y a la dégradation de la situation écologique, à un point tel que les ressources naturelles sont désormais exposées à la pollution et à la surexploitation, et que le coût d'une éventuelle réhabilitation des dégâts causés s'avère supérieur à... la dette publique. Sans compter que le traitement de certains dossiers écologiques majeurs par le gouvernement s'est heurté à de nombreux obstacles. Les idées, les projets et les programmes traditionnels de développement n'ont, pour leur part, pas connu le succès escompté.

D'autre part, les administrations officielles ont montré une incompétence notoire dans l'élaboration de politiques et de stratégies environnementales. Même le grand projet de restructuration de l'Etat est tombé dans les oubliettes, après la guerre destructrice, alors que seul l'Etat est garant de la préservation et de la protection des ressources. A cela, il faut ajouter un recul dans l'exercice de la démocratie et dans le rôle des partis politiques, et l'entrée du pays dans une crise nationale, socio-économique et politique, autant sur un plan interne que régional et international.

Une autre raison majeure de fonder un parti dédié à l'environnement est due au fait que les partis traditionnels n'en font pas une priorité, voire ne s'y intéressent pas du tout. De leur côté, les associations civiles concernées se sont, pour la plupart, limitées à un cadre très local, s'occupant principalement de la gestion de petits projets sans se soucier de militer pour l'élaboration de politiques et de stratégies à un niveau national. Au contraire, certaines d'entre elles se sont arrêtées aux détails, faisant le jeu du secteur privé ou des organisations à but lucratif. Ce faisant, elles ont perdu une part importante de leur crédibilité auprès du public en tant qu'observateur et partenaire dans l'élaboration de politiques environnementales. D'autres se sont bornées à servir de prolongement aux autorités traditionnelles, confessionnelles et régionales, contribuant à renforcer un état de fait bien établi, au lieu de se positionner comme force de changement.

Il convient de signaler, sur un autre plan, que les défis et les problèmes auxquels font face les écologistes aujourd'hui (toujours représentés par les ONG), ne sont plus similaires aux problématiques qui se posaient au début des années 90, quand le Liban sortait à peine d'une longue guerre. Après une reconstruction (relative) de l'Etat et la réélection de conseils municipaux, les associations devaient remettre en question leur rôle et leur mission et s'impliquer dans la conception de politiques nationales, plutôt que dans la gestion de petits projets pilotes, afin de rester conséquentes avec elles-mêmes et servir leur cause.

Tous ces facteurs ont donc rendu incontournable la fondation d'un parti de l'environnement au Liban, une formation qui considérerait la cause écologique

dans sa globalité, dans tous ses prolongements sociologiques, économiques et politiques, sans considération confessionnelle ou régionale aucune. Cette idée a resurgi avec force ces derniers temps dans les milieux des écologistes ainsi que dans d'autres milieux. Il semble désormais que le stade de réflexion théorique soit dépassé, et que les débats portent actuellement sur la forme que prendrait ce parti, sur ses objectifs...

A quel genre de parti politique aspirons-nous ? Et quel parti pourrait défendre avec le plus d'efficacité la cause de l'environnement ?

- **L'expérience et la nécessité**

Il est vrai que le rôle des partis, notamment ceux qui revêtent un caractère populaire, a commencé à régresser dans leurs pays occidentaux d'origine à partir des années 70. La cause principale, c'est l'entrée en force de la télévision dans les maisons ainsi que dans la vie privée et publique, notamment avec le développement des technologies de sondages, ce qui a poussé certains à considérer qu'il était possible d'exprimer son opinion sans être affilié à un parti, ou même, à l'avenir, sans participer à une manifestation ou à une grève. Il existe d'autres facteurs - qu'il est impossible de détailler dans ce présent document - qui ont accentué cette tendance, comme le sentiment d'individualisme issu des idées libérales qui considèrent les partis comme des outils d'oppression des libertés et de l'initiative personnelle, ou comme le recul des idéologies, des pensées globales et des grands rêves, et l'apparition d'organisations non gouvernementales spécialisées dans des domaines bien précis et constituées en groupes de pression, dans l'objectif de provoquer des changements très partiels ou d'empêcher les grands bouleversements dans certains cas, etc.

De leur côté, les partis politiques se sont retrouvés sous le feu des critiques, en tant que formations sélectives qui ne représentent qu'une certaine élite politique et intellectuelle. Ils ont laissé la place à d'autres formes de participation sociale et de lutte bien plus séduisantes selon les critères du moment, à l'instar des courants sociaux très populaires en Amérique latine par exemple, ou les mouvements altermondialistes...

Or il s'est avéré, avec le temps, que ces organisations diverses sont incapables de produire un changement structurel et global. Bien au contraire, leur tendance à la spécialisation a contribué à affaiblir et à disséminer les forces du changement, et à en neutraliser le rôle et l'efficacité. Certaines de ces organisations, notamment celles qui revêtent un caractère mondial, apparaissent comme une image améliorée du phénomène de la mondialisation, tout en demeurant inaptés à proposer des alternatives.

Le recul du rôle des partis n'a donc pas été en faveur, selon nous, d'un développement du travail politique et démocratique, contribuant plutôt à neutraliser la vie politique. Sans compter qu'il a introduit des changements énormes dans la vie sociale et les valeurs qui la sous-tendent.

Les substituts des partis politiques, tels la télévision et les sondages d'opinion, ont rempli l'individu d'illusions sur l'étendue de sa valeur personnelle. Il croit ainsi « savoir » suffisamment, ou davantage qu'il n'en faut, sur tout ce qui se passe dans son pays et dans son monde, convaincu qu'il peut exprimer son opinion librement et de manière directe. Il observe, surveille et... décide instantanément. Il se sent ainsi capable de demander

des comptes rapidement par la participation aux sondages, sans avoir besoin d'attendre que les prochaines élections, à l'intérieur du parti ou au niveau d'une région ou d'une nation, aient lieu, ce qui peut durer relativement longtemps.

Toutefois, dans ce contexte, sa décision prend un caractère individuel, spontané et instantané, sans concertations, discussions ou approfondissement. La spontanéité du jugement vient de la vitesse de l'image, du manque de concertations et d'analyse, vu la profusion d'informations. Nous n'entrerons pas ici dans la polémique de savoir qui fait l'information et façonne l'opinion, ni comment sont dirigés et manipulés les programmes, les journaux télévisés et les sondages, et dans quels buts. Nous ne discuterons pas non plus de ceux qui possèdent les médias, les centres de recherche ou de sondage, ni ceux qui les financent. Nous tirerons simplement une conclusion : ce qui est advenu « après les partis » a contribué à étouffer les caractéristiques essentielles de la vie politique, qui repose sur le regroupement de personnes autour de mêmes objectifs, d'une même idéologie, d'une même vision, de mêmes idéaux, de mêmes valeurs, de mêmes textes comportant des idées et un programme qui alimentent les discussions et les analyses, requièrent des modifications, un suivi, des comptes à rendre. En somme, un travail de groupe discontinu.

En gros, il serait salutaire de faire développer les idéologies et la vision politique, de rectifier le tir au niveau du travail à l'intérieur des partis, des méthodes de consultation des membres, de prise de décision, d'organisation... mais il n'est pas nécessaire de supprimer les partis pour autant.

En ce qui concerne le Liban et les pays arabes, les partis n'ont pas offert des exemples de réussite. Malgré cela, il y a beaucoup de leçons à tirer de cette expérience avant de fonder un nouveau parti dans cette région du monde.

- **L'expérience arabe en matière de partis**

La grande majorité des partis politiques dans le monde arabe sont nés dans la période de lutte contre la colonisation. Leurs principes et leurs valeurs se sont donc limités aux idées d'unification, d'indépendance, de libération, de souveraineté... aux dépens d'autres idées, valeurs et causes essentielles, notamment celles de la restructuration de l'Etat, et du renforcement de la démocratie, de la liberté, de l'exercice politique, du respect des lois, de la nature, etc. Il en a résulté davantage de dispersion que d'union et une tendance au suivisme qui s'est affirmée dans tous les domaines. Quant au travail politique, il a été étroitement associé au concept de sécurité : celle du régime, celle de la société... Cela a considérablement sapé les fondements du travail partisan, qui n'a bénéficié d'aucune marge de liberté de critique, de rassemblement, de proposition de programmes alternatifs... Certains régimes dictatoriaux, qui ont exercé le pouvoir absolu ou le règne du parti unique, ont favorisé par leurs agissements la naissance de formations secrètes, dont les circonstances difficiles de survie n'ont pas permis une véritable pratique démocratique. Tous ces facteurs déforment le concept et le rôle des partis dans les pays et les sociétés arabes.

De plus, les partis politiques arabes « modernes » n'ont pas réussi à couper le cordon avec les « organisations plus traditionnelles », à caractère familial

ou tribal. Le système des partis a donc continué à évoluer autour d'un pouvoir détenu par une autorité absolue, qui découle de l'autorité paternelle et du système patriarcal en vigueur dans les sociétés arabes. L'influence de ce climat sur les partis dits « modernes » est claire : dans leur organisation, ils obéissent toujours à un schéma très hiérarchisé, où le pouvoir s'exerce de haut en bas, sans que d'autres structures possibles n'aient une chance d'être envisagées.

D'un autre côté, la création des partis s'est heurtée aux problèmes de développement des Etats, vu la complémentarité des deux, et le rôle déterminant des partis dans la mise en place des politiques. Ainsi, il a été difficile aux partis de s'épanouir dans un contexte où le développement du concept de l'Etat connaissait des difficultés. Une question demeure sans réponse : faut-il créer un Etat démocratique pour qu'y naissent des partis démocratiques, ou bien l'existence de ces partis est-elle susceptible de fonder un Etat démocratique ?

D'une manière générale, le monde arabe a connu deux types de partis : ceux fondés autour d'une idéologie et ceux qui ressemblent davantage à un regroupement autour d'intérêts spécifiques (si l'on peut s'exprimer ainsi). Les premiers sont tombés dans le piège de la centralisation excessive, ce qui a neutralisé les pratiques démocratiques en leur sein et favorisé l'apparition de courants et de regroupements, pour finalement ressembler à une armée organisée. Quant aux autres, ils n'ont fait que refléter les intérêts d'un dignitaire ou d'une autorité traditionnelle, d'où l'instauration d'un système dans lequel la démocratie se résume à un équilibre des intérêts à l'intérieur même du parti. Certaines de ces formations reposaient sur de liens tribaux, familiaux, régionaux, religieux ou confessionnels, d'une manière quelquefois déclarée, parfois sous-jacente. Le déclenchement de conflits internes (notamment au Liban) a eu un impact négatif sur les partis et le rôle qu'ils jouent dans la société, n'épargnant même pas ceux qui n'ont pas participé aux combats, voire ceux qui s'y sont opposés.

Certains ont prétendu que la culture arabe était incompatible avec la culture démocratique et avec celle des partis, et que le capitalisme né à l'Ouest, qui a favorisé l'individualisme, n'a pas eu d'incidence chez nous. Ceux-là ont également considéré que le développement économique n'a pas été accompagné, dans cette partie du monde, des valeurs de productivité et d'investissements, mais plutôt de celles de consommation, de suivisme et de dépendance sur l'étranger... D'où l'apparition de sociétés marginalisées, sans aucune motivation pour le travail ou la lutte... Même si ces observations comportent une part de vérité, cela ne doit pas nous empêcher de relancer l'idée du parti, en tant qu'outil nécessaire, même provisoire, pour reconstruire la vie politique. Un tel parti aurait pour fonction de redorer le blason de la vie politique et de l'autorité, en se basant sur les expériences passées tout en planifiant l'avenir.

- **Le Parti de l'environnement**

Un parti politique évolue parfois autour d'une personnalité charismatique et se dégrade après sa disparition. Il arrive aussi que sa création soit dictée par des circonstances politiques et historiques bien définies, et qu'il n'ait plus de raison d'être une fois cette conjoncture dépassée. Il se pourrait également

que la naissance d'un parti n'ait pour autre objectif que de servir les intérêts d'un individu ou d'un groupe, et qu'il soit décrédibilisé dès que cette vérité est dévoilée. Et il est souvent arrivé que des membres d'un parti aient tellement soif de pouvoir qu'une fois décrochés les postes convoités, ils ne pensent plus qu'à les conserver, devenant ainsi l'équivalent de fonctionnaires d'Etat.

En conclusion, le meilleur genre de partis, c'est celui qui est fondé pour réaliser des objectifs idéologiques à long terme.

Le rôle d'un parti consacré à l'environnement ne devrait pas se limiter à une course au pouvoir qui viserait à faciliter l'exécution de ses programmes et à atteindre ses cibles, comme le préconisent certains. Le parti est tout simplement le meilleur cadre (jusqu'à nouvel ordre) permettant à une catégorie donnée d'élever le niveau de sa participation politique et de faire entendre son opinion auprès des décideurs. Tout en surveillant de près les actions du gouvernement et en lui demandant des comptes.

La marche dans la nature nous a appris que le chemin parcouru peut s'avérer plus passionnant que la destination finale, et que ce « chemin » est un but en soi. De plus, le pouvoir, dans la logique des écologistes, n'est pas assimilé à l'idée de l'autorité qui repose sur les facteurs d'influence et d'héritage historique, ou d'oppression, ou encore de domination par la force. Ce n'est pas non plus simplement un pouvoir qui se transmet par le biais de votes populaires. Le pouvoir, pour eux, c'est la responsabilité, une gestion équilibrée de la société et des ressources naturelles, loin de la domination de la nature qui n'est autre qu'un préambule et un prétexte à la soumission de certains êtres humains par d'autres. Ou plutôt, pour être plus précis, la domination du plus fort sur le plus faible.

Historiquement, le concept du pouvoir est lié à celui de la lutte pour la survie, fondée sur la force et la violence. Il est également connu que la guerre (la violence dans son aspect le plus représentatif) constitue un prolongement de la politique sous d'autres formes, tout comme la politique constitue un prolongement de la guerre. Avec le développement des régimes dits « démocratiques », le concept fondamental de la politique s'est transformé en compétition pacifique pour une vie meilleure (et non plus simplement pour la survie), ou du moins la gestion des rivalités d'une manière pacifique. La compétition s'appuie sur la rationalité, la science et l'idée du progrès, au lieu de se limiter aux formes traditionnelles de violence. Malgré les réserves que nous avons sur les « projets » et les idées qui gravitent autour de ces « systèmes démocratiques », cela n'empêche pas de poursuivre la réflexion, d'adopter certaines de leurs réalisations et d'y apporter des modifications.

Pour les écologistes, la politique dans son essence devrait consister à dépasser le concept de « lutte pour la survie », afin d'arriver à la gestion de cette lutte dans l'objectif de préserver les conditions fondamentales de vie, pour la pérennité de l'existence du genre humain.

Il est vrai que ce parti n'évoluera pas en dehors de la société dont il est issu, puisque ses membres en font partie, ont chacun ses convictions et s'organisent dans le but d'accéder un jour au pouvoir afin de réaliser leur programme... Toutefois, un parti qui a fait de l'environnement sa cause principale (et non la seule) ne peut que réfléchir de manière globale, tout comme la cause écologique est globale. Il est une partie d'un tout, aspirant au tout et travaillant pour le tout. Ce « tout » dans l'acception écologique du

terme n'englobe pas moins que l'univers, et avec lui l'homme tel qu'il existe actuellement, l'ensemble des autres créatures et les générations à venir. Généralement, les partis, les organisations, les syndicats ou les unions se font l'écho de leurs propres intérêts. Le parti de l'environnement peut prétendre être le seul à ne pas défendre les intérêts d'un seul groupe, tout comme il ne considère pas comme sa tâche principale la mise en place d'un programme qui ne reflète que ses propres intérêts, comme le font généralement les partis traditionnels, même récents. En effet, un parti qui considère la protection de l'environnement comme sa cause principale ne peut, par conséquent, que défendre les intérêts de tous et la préservation des conditions de vie sur la planète.

Le parti que nous nous proposons de fonder ne sera pas comme les autres, ni conçu pour entrer en compétition avec ceux qui existent déjà. Ce sera un parti qui offre des alternatives à tous les niveaux, autant intellectuelles que morales, sociales, politiques, économiques... peut-être même culturelles, ouvrant des horizons nouveaux pour le débat, puis pour le changement. On peut nous objecter que ces propositions feront du parti de l'environnement ainsi envisagé un parti idéaliste. Cela est vrai. On ne peut exiger moins pour défendre la cause de l'environnement. Il est nécessaire que ce parti soit idéaliste, dans le sens que ses partisans croient en des idéaux et des valeurs suprêmes. Il devrait être porteur d'une idéologie qui prenne son point de départ dans une certaine vision de l'univers et de la place qu'y occupe l'être humain, et œuvre pour le changement global afin de mettre en pratique ces idées.

De plus, « idéaliste » ne signifie pas, dans notre conception, impossible à réaliser ni utopique, mais ce qui est possible et indispensable à l'intérêt général. Or l'intérêt suprême, pour le genre humain, c'est de perpétuer la vie. Si le « réaliste » sert des intérêts temporaires et immédiats, être idéaliste consiste à voir loin et à aspirer au changement. Puisque la situation de l'environnement est devenue effrayante et menace désormais de détruire les fondements de la vie, alors les écologistes n'ont d'autre choix que de devenir idéalistes.

Text de : [Habib Maalouf](#)

Traduction : [Suzanne Baaklini](#)

© 2005 Parti libanais de l'environnement
www.lep.homestead.com